

Pourquoi avons-nous besoin d'une politique agricole commune en Europe?

Les Industries européennes de la première transformation du blé dur (semoulerie triturant annuellement près de 7,5 Mt de blé dur) estiment que l'agriculture et l'espace rural constituent des questions vitales pour l'avenir de l'Europe.

Une Politique Agricole Commune est nécessaire afin de garantir l'approvisionnement en matières premières en quantité et en qualité répondant aux exigences des consommateurs tout en étant en mesure de répondre aux spécificités productives et agronomiques qui peuvent être constatées au niveau sectoriel ou géographique.

La réglementation commune de la production et de la commercialisation des matières premières ont permis, entre autres, au cours des dernières décennies, le développement d'une agriculture qui a su répondre, tout au moins partiellement, aux exigences quantitatives et qualitatives des consommateurs européens dans un contexte de compétitivité.

Afin de poursuivre ces objectifs, il est nécessaire que la PAC soit dotée de moyens qui lui permettent de pouvoir répondre de manière adéquate aux défis futurs qu'elle devra affronter.

Qu'est-ce que les citoyens attendent de l'agriculture ?

Dans le cas du blé dur, céréale destinée uniquement à l'alimentation humaine, les citoyens sont en attente avant tout d'une agriculture européenne capable de produire du blé dur répondant à leurs exigences qualitatives et nutritionnelles.

Leurs attentes concernent également les aspects relatifs à la sécurité alimentaire (food safety) et à la gestion de l'environnement.

L'Agriculture doit produire durablement dans une recherche d'un équilibre des différents débouchés, notamment alimentaires ou non alimentaires.

Pourquoi réformer la PAC?

La réforme de la Politique Agricole Commune semble indispensable afin de répondre de manière rapide et flexible aux nouveaux défis qui se sont présentés au cours des dernières années : dans le secteur des céréales en général et du blé dur en particulier, la volatilité des cotations et le manque de fluidité des marchés constituent désormais des points critiques qui menacent la compétitivité de l'Industrie.

Il est en tout cas nécessaire que la réforme de la Politique Agricole Commune soit basée sur une approche de filière qui tienne compte, de manière équilibrée, des exigences de tous les acteurs - producteurs agricoles, Industries de la transformation, consommateurs - dans un contexte de croissante globalisation des échanges. Il faut que l'Europe s'assure dans ses

décisions de ne pas entacher la compétitivité des productions européennes dans un contexte de commerce international.

Pour nos productions, il n'existe pas de produits de substitution au blé dur.

La pérennité de la production du blé dur en Europe doit être un challenge pour l'ensemble des acteurs de la filière blé dur européenne.

De quels outils avons-nous besoin pour la PAC de demain?

La production des céréales constitue un secteur central et stratégique pour l'Europe, en particulier pour son importance dans l'alimentation humaine.

La crise alimentaire qui s'est vérifiée au niveau international en 2007 - et qui pourrait à nouveau se reproduire dans le cadre d'une perspective d'un déséquilibre croissant entre offre et demande de céréales - nécessite une réflexion qui devrait se traduire par une révision des mécanismes actuels de gestion.

La Pac d'après 2013 devra être en mesure de garantir l'approvisionnement en matières premières en quantité et en qualité répondant aux exigences des consommateurs et de faire face, de manière rapide et adéquate, à d'éventuelles crises alimentaires sans mettre sous risques nos industries.

Les Industries européennes de la première transformation de blé dur estiment nécessaire de prendre en compte les points suivants :

- *Durabilité* : l'environnement représente un bien commun et sa préservation constitue un investissement pour les générations futures. Dans ce cadre, la Pac d'après 2013 devrait privilégier les cultures ou les bonnes pratiques agricoles qui ont un impact limité sur l'environnement à travers une utilisation efficace des ressources disponibles.
- *Volatilité et fluidité des marchés* : dans un contexte de globalisation et d'interpénétration des marchés agricoles et financiers, les filières communautaires seront destinées à être confrontées à une plus grande volatilité des prix des matières agricoles.

Le blé dur, dont les bilans de production (dans des régions soumises à risques agro climatiques) et de consommation sont toujours étroits, est une céréale encore plus sensible aux risques de volatilité des prix.

La répercussion impossible de tels écarts de prix sur nos productions industrielles, véritables aliments de base en Europe, doit être amortie par le développement d'outils de gestion rapides de crise qui soient en mesure de répondre aux risques volatilités des prix.

Des outils de gestion de flux, tels les stocks stratégiques, devront également être mis en place pour éviter dans des périodes de forte volatilité des phénomènes de rétention bloquant la fluidité des marchés.